

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céla SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN.

Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions. Elle détient 9.11% du capital, soit 3 122 actions et occupe 1 poste sur 12 au sein du Conseil d'Administration de la société.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (46,02 %) représentent l'actionnariat public pour 55,12 %. Le collège d'actionnaires privés représente 44,88 % du capital, dont 19,99 % pour Transdev.

La SAEML TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement.

Le 29 juin 2018, en vertu de l'application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce, un 13^{ème} poste d'administrateur est approuvé par la SAEML TaM, en Assemblée Générale Extraordinaire, sans détention de capital social, à un administrateur salarié désigné par le Comité Social et Economique (CSE).

Ce mandat d'administrateur salarié est incompatible avec tout mandat de membre du CSE. La durée de son mandat est alignée sur la durée du mandat du CSE qui l'aura désigné, elle est au maximum de 6 ans.

Il est proposé de modifier les statuts actuels en incluant la création d'un second poste d'administrateur salarié.

En effet, la loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE) du 22 mai 2019 est venue renforcer l'obligation de nomination des administrateurs représentants les salariés au sein des conseils d'administration dans les sociétés disposant de plus de 1 000 salariés, elle prévoit la présence de 2 administrateurs salariés au sein des conseils d'administration de plus de 8 administrateurs.

En conséquence, il convient donc de modifier les statuts pour instituer cette représentation des administrateurs salariés.

Cette modification des statuts a été proposée au Conseil d'Administration de la SAEML TaM le 30 avril 2021 et sera approuvée lors d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification statutaire de la SAEML TaM en vue d'intégrer la modification évoquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur Manu REYNAUD, représentant à l'assemblée générale de la SAEML TaM, à voter en faveur de cette modification statutaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2021_Projet_Statuts_TaM1619506356005.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-158865-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.